

» PRESSE NATIONALE

Politique 



AMÉLIORATION GLOBALE DE LA NOTE DE CRÉDIT DU PAYS : COMMENT OUATTARA FAIT DE LA CÔTE D'IVOIRE UN ENDROIT SÛR POUR LES INVESTISSEURS

Trois questions essentielles pour un investisseur : quelle est l'opportunité d'investir en Côte d'Ivoire ? Quel est le retour de l'investissement auquel il devrait s'attendre ? Et quel est le risque qu'il prend de perdre son capital ? À ces interrogations, le PDG de Bloomfield Investment Corporation, Stanislas Zézé, a apporté une réponse claire, jeudi dernier au Sofitel Hôtel Ivoire, lors de la présentation du 10^e rapport risque pays. Selon ce rapport, ces éléments clés positionnent la Côte d'Ivoire comme une destination prometteur. Le pays a obtenu une note souveraine de 6,5, confirmant qu'il est désormais perçu comme un environnement sûr et attractif pour les investisseurs. Depuis 2017, la Côte d'Ivoire est restée dans la catégorie des risques faibles, à l'exception de la période Covid où la note avait été temporairement dégradée. En 2026, elle retrouve son niveau de 6,5, traduisant une amélioration globale de la confiance. Les indicateurs macroéconomiques sont passés au vert : performance économique de 8,2, climat des affaires à 6,6, finances publiques à 6,5 et solidité du système financier à 6,4.



CLASSEMENT RSF 2026 : LE PAYS DE OUATTARA GAGNE 10 PLACES

La Côte d'Ivoire fait une progression remarquable dans le classement 2026 de la liberté de la presse. En prélude à la célébration de la journée mondiale de la liberté de la presse (hier 3 mai), Reporter sans frontières (Rsf) a publié son traditionnel rapport qui analyse la situation de la liberté de la presse dans le monde. Ce rapport montre que la Côte d'Ivoire coche des cases positives et gagne 10 places dans le classement 2026 de Rsf. Le pays occupe la 54^e place sur 180 pays évalués contre la 64^e place en 2025. En 2026, la Côte d'Ivoire obtient un score global de 66,27 contre 63,69 en 2025. Elle gagne ainsi 10 places dans le classement et 2,58 points pour ce qui est de son score. Malgré cette progression, Rsf note que « la Côte d'Ivoire dispose d'un paysage médiatique assez politisé et polarisé ».



PRIX NATIONAL D'EXCELLENCE 2026 : LE DÉLAI DES CANDIDATURES PROROGÉ AU 15 MAI

Bonne nouvelle pour les prétendants à la distinction suprême. Initialement prévu prendre fin le 30 avril 2026, le délai de soumission des candidatures au Prix National d'excellence (Pne), édition 2026, est prorogé au 15 mai prochain. « Ce report fait suite à une demande de plusieurs Ivoiriens, qui ont souhaité disposer de quelques jours supplémentaires pour finaliser leurs dossiers qui nécessitent quelques fois la production de documents administratifs », a expliqué Dr Eugène Kra, le secrétaire permanent du Prix National d'Excellence. Au terme de la mission d'information, de sensibilisation et de mobilisation dans 13 capitales de Régions du 22 mars au 18 avril 2026, la nécessité d'une prorogation s'imposait pour répondre à une attente forte des populations. « En accédant donc à cette demande, le Premier Ministre entend permettre à tous les Ivoiriens qui le souhaitent, de participer au Pne, cela dans une approche inclusive et de participation citoyenne plus renforcée », a précisé Dr Eugène Kra.



PROGRAMME NATIONAL DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION : LA HABG LANCE LES TRAVAUX DU BILAN 2025 ET DES PERSPECTIVES 2026

La Haute Autorité pour la Bonne Gouvernance (HABG) a procédé, ce lundi 04 mai 2026, à l'ouverture des travaux de la réunion consacrée au bilan 2025 et aux perspectives 2026 du Programme National de Lutte contre la Corruption (PNLC 2025-2028), à la salle de conférence de l'institution. Cette cérémonie d'ouverture était présidée par le secrétaire général de la HABG, Oumar Doh Diamouténé, représentant le président de l'Institution, Epiphane Zoro Bi Ballo. Dans son allocution, le secrétaire général a salué la mobilisation des parties prenantes et rappelé l'importance de cet exercice de redevabilité et de planification stratégique, visant à évaluer les actions menées en 2025 et à définir les orientations pour l'année 2026. Il a également mis en lumière les avancées enregistrées dans la mise en œuvre du programme, notamment à travers le déploiement du Plan de Travail Annuel 2025.



8E ÉDITION DU PRIX DE LA GOUVERNANCE ET PERFORMANCE DES ENTREPRISES PUBLIQUES : PCA, DG, MEMBRES DU JURY...AFFINENT ET VALIDENT LES CRITÈRES D'ÉVALUATION

La Direction générale du Portefeuille de l'État poursuit sa démarche de parfaire l'organisation de la 8e édition du Prix de la gouvernance et de la performance des entreprises publiques avec la validation de ses critères d'évaluation. Le séminaire, tenu le jeudi 30 avril 2026, à Cocody-Riviera-Palmeraie, a permis aux Présidents de conseils d'administration, Directeurs généraux (Dg), membres du jury... de consolider un dispositif de sélection rigoureux destiné à récompenser les meilleures pratiques de gestion au sein du secteur parapublic ivoirien. Représentant la professeure Mariatou Koné, ministre du Portefeuille de l'Etat et des Entreprises publiques, la Directrice de cabinet adjointe, Sépou Anastasie, a souligné que la solidité de ces nouveaux critères constitue le socle de la crédibilité et de l'intégrité de l'ensemble du processus de distinction. Elle a insisté sur le fait que cette démarche vise à instaurer une culture de redevabilité et de responsabilité.



GRAND-BASSAM : LA CÔTE D'IVOIRE POSE LES JALONS D'UNE RÉVOLUTION DE SES MARCHÉS VIVRIERS

Du 28 au 30 avril 2026, les acteurs du secteur vivrier ivoirien se sont retrouvés à Grand-Bassam pour valider les textes qui vont refonder la commercialisation des produits alimentaires dans le pays. Une réforme structurante qui ambitionne de rompre avec des décennies de dysfonctionnements. Un atelier national discret, mais dont les décisions pourraient résonner durablement dans les foyers, les champs et les marchés du pays. À l'origine de cette mobilisation : le ministre délégué auprès du ministre de l'Agriculture, du Développement rural et des Productions vivrières, chargé des Productions vivrières, Bernard Kini Comoé.



SONGON / APPROVISIONNEMENT EN EAU POTABLE : LE GOUVERNEMENT PROMET DES AMÉLIORATIONS D'ICI FIN 2026

Identifier les causes des difficultés d'accès à l'eau potable dans certains quartiers d'Abobo, d'Anyama et de Yopougon en vue d'y apporter des solutions. C'est le sens de la visite que le ministre de l'Hydraulique, de l'Assainissement et de la Salubrité a effectué le mercredi 29 avril 2026 dans l'après-midi à l'usine de traitement d'eau potable de Songon. Cette infrastructure stratégique mise en service en 2016, a une capacité de production d'environ 47 000 m³ d'eau par jour. L'usine alimente une partie des populations d'Abidjan, notamment dans les communes d'Abobo, d'Anyama et de Yopougon. Elle repose sur une

quinzaine de forages à fort débit situés dans la zone de Songon. Face à l'urbanisation croissante autour des installations, le ministre a insisté sur la nécessité de sécuriser les champs captants afin de prévenir tout risque de pollution ou de dégradation.



ÉGALITÉ DU GENRE : LA CÔTE D'IVOIRE EN TÊTE DANS LA CEDEAO

La Côte d'Ivoire est classée première en matière d'égalité de genre dans la CEDEAO, avec un score de 0.708, supérieur à la moyenne régionale de 0.640. L'annonce a été faite mercredi 29 avril par le gouvernement ivoirien à l'issue du Conseil des ministres. Ce résultat provient du rapport 2024 de l'indice d'égalité de genre de la CEDEAO, premier instrument régional d'évaluation des inégalités de genre dans l'espace communautaire ouest-africain. L'indice d'égalité de genre (IEG) de la CEDEAO est un outil multidimensionnel qui mesure les disparités entre les sexes dans les pays membres. Il couvre les domaines de l'éducation, de l'emploi, de l'accès aux ressources, de la santé, de la technologie, ainsi que du leadership et de la prise de décision. Son calcul repose sur 38 indicateurs permettant d'évaluer la parité dans ces secteurs. Il fixe la valeur de référence à 1, symbole de la parité parfaite entre femmes et hommes.



LUTTE CONTRE LES VBG : LE CNDH SIFFLE LA FIN DE LA RÉCRÉATION NUMÉRIQUE ET BRANDIT LA CONSTITUTION

L'institution nationale de protection des droits de l'homme monte au créneau. Dans un communiqué officiel daté du 30 avril 2026, le Conseil National des Droits de l'Homme (CNDH), sous la présidence du Dr Adjelou Christian Arnaud, a exprimé son indignation face à l'ampleur des violences basées sur le genre (VBG) relayées sur les réseaux sociaux. En ciblant particulièrement l'affaire dite "Coach Mehdi", le Conseil ne se contente pas d'une simple condamnation morale : il rappelle à l'État et aux citoyens leurs obligations constitutionnelle et pénale. Pour le CNDH, l'espace numérique ivoirien ne doit plus être perçu comme un « Far West » juridique. En invoquant la Loi de 2013 sur la cybercriminalité, l'institution place le débat sur le terrain de la responsabilité républicaine. Le message est que la liberté d'expression sur Facebook ou TikTok s'arrête là où commence l'apologie du crime ou la déshumanisation des victimes.



DROITS DE L'HOMME : LA 10E SESSION DE FORMATION EN DROIT INTERNATIONAL LANÇÉE, HIER

Pendant une semaine, 90 personnalités issues de plusieurs corps de métier (magistrats, avocats, militaires, gendarmes, policiers) et des membres de la société civile prendront part, à Abidjan, à la 10e session internationale délocalisée de formation en droit international des droits de l'Homme. Organisée par la Fondation Friedrich Naumann pour la liberté, et ses partenaires, cette session vise à renforcer les capacités des auditeurs en matière de qualification des crimes de guerre, de documentation des violations et le dialogue avec les juridictions internationales en vue de la promotion des droits de l'Homme. Au cours de la cérémonie d'ouverture de la session, lundi 4 mai 2026, à Abidjan-Plateau, Alexandra Heldt, directrice Afrique de l'Ouest de la Fondation Friedrich Naumann pour la liberté, a attiré l'attention sur le fait que le droit international s'applique à tout citoyen. Bernard Kouamé, directeur de cabinet du Garde des Sceaux, ministre de la Justice et des Droits de l'Homme, Jean Sansan Kambilé, qu'il représentait, a noté que les conflits, les guerres sont souvent le nid « de nombreuses atteintes aux droits de l'Homme ».



BAPTÊME DE LA 60E PROMOTION DE L'ENA : KANDIA CAMARA EXHORTE LES ÉLÈVES À INCARNER AVEC RIGUEUR ET INTÉGRITÉ LES VALEURS DE LA RÉPUBLIQUE

La 60e promotion de l'Ecole nationale d'administration (Ena) a fait sa sortie, le jeudi 30 avril 2026. Sur l'esplanade de cette école prestigieuse située à Cocody, la marraine de cette promotion, Kandia Camara, présidente du Senat, a exhorté ses filleuls à incarner avec rigueur et intégrité les valeurs de la République. Elle les a également invités à ne jamais perdre de vue le modèle qu'elle inspire et les bases de la formation qu'ils ont reçue pendant les années passées à l'Ena. Kandia Camara a tenu, lors du baptême, à saluer l'engagement et le travail remarquable abattu par la ministre d'État, ministre de la Fonction publique et de la modernisation de l'administration, Anne Désirée Ouloto-Lamizana, et les efforts consentis en faveur d'une administration publique plus performante et plus moderne. La présidente du Senat a également félicité le Directeur général (Dg) de l'Ena, Narcisse Sepy Yessoh, pour la formation de ces cadres qui apporteront une plus-value à l'administration publique ivoirienne.



FÊTE DU TRAVAIL 2026 : ANNE OULOTO-LAMIZANA RENCONTRE LES PARTENAIRES SOCIAUX

A l'occasion de la célébration de la fête du Travail, le ministre d'État, ministre de la Fonction publique et de la Modernisation de l'Administration, Anne Désirée Ouloto-Lamizana, a offert un déjeuner aux organisations syndicales. Ce, le lundi 4 mai 2026, au Jardin du Rail, sis au Plateau. Ont pris part à ce déjeuner les organisations syndicales membres du G8, représentant les signataires de la trêve sociale, ainsi que celles du G5, regroupant les syndicats du ministère de la Fonction publique ainsi que les Directeurs généraux et centraux du ministère. Dans une ambiance chaleureuse, ce moment de partage a permis de renforcer les liens entre l'administration et ses partenaires sociaux. A travers cette initiative, le ministre d'État a salué la qualité du dialogue social matérialisé par un climat apaisé au sein de la Fonction Publique. Elle a également exprimé le souhait de voir cet esprit de collaboration se consolider durablement au service de la stabilité sociale.



GOVERNANCE PORTUAIRE : KASSOUM TRAORÉ DÉSIGNÉ DIRECTEUR GÉNÉRAL PAR INTÉRIM

À l'issue de la session extraordinaire du conseil d'administration du Port autonome d'Abidjan (PAA), tenue le lundi 4 mai 2026, Kassoum Traoré a été désigné Directeur Général par intérim. Cette nomination, qui consacre la valorisation des compétences internes, s'inscrit dans une volonté de continuité managériale et de consolidation des acquis, dans un environnement marqué par des exigences accrues de performance, de compétitivité et de modernisation. Précédemment directeur de la Logistique au sein de l'institution, le nouveau directeur général par intérim est un cadre expérimenté du Port autonome d'Abidjan. A la suite de cette décision, une réunion du comité de direction s'est tenue, au cours de laquelle Hilaire Lamizana, président du conseil d'administration, a procédé, au nom du conseil, à la présentation officielle du nouveau directeur général par intérim.



MISE EN ŒUVRE DES PROGRAMMES JEUNESSE DU GOUVERNEMENT : MAMADOU TOURÉ ET LES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES VEULENT SE RÉINVENTER POUR PLUS D'IMPACT

Les présidents de conseils régionaux, réunis au sein de l'Association des régions et districts de Côte d'Ivoire (Ardci), se sont retrouvés, lundi 4 mai 2026, à Abidjan-Plateau, à l'invitation du ministre de la Promotion de la jeunesse, de l'Insertion professionnelle et du Service civique, Mamadou Touré. À l'ordre du jour : faire l'état des lieux de la mise en œuvre des conventions relatives à l'insertion professionnelle des jeunes dans le cadre de la maîtrise d'ouvrage déléguée. Mamadou Touré a expliqué que cette rencontre visait à insuffler une nouvelle dynamique afin d'accroître l'impact des programmes jeunesse financés par des partenaires techniques et financiers, notamment la Banque mondiale et le Fmi. Il a rappelé que le Pejedec arrive à expiration à la fin de l'année 2026, tandis que le C2D Emploi jeunes prendra fin le 30 décembre 2027. « Si, globalement, les choses avancent bien, il est important de marquer une pause pour dresser un premier bilan et identifier ensemble les leviers d'action afin d'accélérer la mise en œuvre et d'atteindre les objectifs assignés », a-t-il indiqué.



INSERTION PROFESSIONNELLE : 2 500 JEUNES FORMÉS DANS LE CADRE DU PROJET PIE

Le lycée technique d'Abidjan a abrité, le jeudi 30 avril 2026, le lancement officiel d'une importante série de formations destinées à 2 500 jeunes, dans le cadre du Projet de soutien à l'innovation entrepreneuriale des jeunes (PIE). La cérémonie, présidée par le ministre de la Promotion de la jeunesse, de l'Insertion professionnelle et du Service civique, Mamadou Touré, marque une nouvelle étape de la stratégie gouvernementale en faveur de l'auto-emploi et de l'inclusion socio-économique des jeunes. Financé par l'Etat de Côte d'Ivoire et le PNUD, ce projet structurant vise à accompagner les jeunes vers la création d'activités génératrices de revenus et d'emplois durables. Selon le ministre Mamadou Touré, cette deuxième cohorte concerne 2 500 jeunes répartis sur plusieurs localités : 1 000 à Abidjan, 500 à Korhogo, 400 à Daloa, 400 à San Pedro et 200 à Man. Ces bénéficiaires recevront une formation complète, un accompagnement à l'entrepreneuriat et un appui pour faciliter leur insertion sur le marché du travail.



MARCHÉ AFRICAIN DES SOLUTIONS SPATIALES : LA DEUXIÈME ÉDITION LANCÉE À ABIDJAN

Le Marché africain des solutions spatiales (Mass) est à sa deuxième édition en 2026. Il a été lancé, le jeudi 30 avril 2026, à Abidjan, par Fabrice Irié, commissaire général du Mass. Ce Salon, qui se tiendra du 7 au 9 juillet 2026, au Parc des expositions d'Abidjan, dans la commune de Port-Bouët, est entré dans sa phase opérationnelle. En présence de Moussa Traoré, vice-président de l'Union des villes et communes de Côte d'Ivoire (Uvicoci), et de M. Séka, Conseiller technique du ministre de la Transition numérique et de l'Innovation, le commissaire général de l'événement, Fabrice Irié, expert international en Systèmes d'information géographique (Sig), a présenté ce rassemblement comme une plateforme de business. Pour l'ingénieur ivoirien, l'enjeu consiste à capter une part du marché mondial du spatial, estimé à 1 800 milliards de dollars (1 005 300 000 000 de FCFA) d'ici à 2035.



AUTONOMISATION DES JEUNES FILLES : 127 STAGIAIRES FORMÉES PAR L'OSCN AU CENTRE DE GUÉDIKPO

Le Centre de Service civique de Guédiokpo a abrité, le samedi 02 mai 2026, la cérémonie officielle de sortie de la première cohorte de l'année 2026, marquant une nouvelle étape dans l'engagement en faveur de l'autonomisation des jeunes filles, sous l'impulsion du ministère de la Promotion de la Jeunesse, de l'Insertion professionnelle et du Service civique. Présidée par Sidibé Bakary, Directeur du Service Civique d'action au Développement (SCAD), représentant le Directeur Général de l'Office du Service Civique National (OSCN), cette cérémonie a rassemblé autorités administratives, chefs traditionnels, responsables de jeunesse et guides religieux, venus témoigner leur soutien à ces jeunes femmes en fin de formation. Cette promotion, composée de 127 jeunes filles, constitue la 6^e cohorte "Girls Power" du centre et se distingue par son engagement en faveur de la réinsertion sociale. Parmi elles, 62 filles-mères ont été prises en charge durant la formation, accompagnées de 22 enfants accueillis au sein du centre.

L'insertion professionnelle des personnes en situation de handicap, enjeu majeur de cohésion sociale et de développement inclusif en Côte d'Ivoire, sera au cœur de la prochaine session de la tribune « Tout Savoir Sur » (TSS), organisée par le CIGG. Prévues ce mardi 5 mai 2026 à 15h00, cette conférence de presse sera diffusée en direct sur les plateformes digitales du gouvernement, notamment Facebook, X et YouTube. Invité de cette édition, le président du Fonds pour l'insertion professionnelle des personnes en situation de handicap (FIPPSH), Ibrahim Konaté, échangera avec les internautes sur les politiques publiques et les mécanismes mis en place pour favoriser l'accès à l'emploi des personnes en situation de handicap. Les personnes concernées, ainsi que l'ensemble des citoyens, sont invitées à suivre cette rencontre interactive et à poser leurs questions en temps réel via les canaux de diffusion. (Source : CIGG)

» AGENCE DE PRESSE

Société



LA COMMISSION NATIONALE DE LA FRANCOPHONIE EXHORTE LA JEUNESSE À PRÉSERVER UN CLIMAT DE PAIX

La secrétaire générale de la Commission nationale de la Francophonie (CNF), Bernice N'Guessan, a exhorté lundi 4 mai 2026, la jeunesse à construire et à préserver un climat de paix durable, lors d'un panel organisé au lycée classique d'Abidjan-Cocody autour du thème : « Génération paix ? Contribution de la jeunesse à un monde plus apaisé ». Organisée dans le cadre de ses actions de sensibilisation, cette initiative vise à renforcer l'adhésion des jeunes aux valeurs fondamentales de la Francophonie, dont la paix demeure l'un des piliers essentiels. Mme N'Guessan a souligné le rôle de la jeunesse dans la consolidation d'une société stable et harmonieuse. Elle a insisté sur l'importance de former une génération consciente des enjeux liés à la prévention des conflits et à la promotion du vivre-ensemble. « L'école reste un espace privilégié pour l'apprentissage de ces valeurs », a-t-elle indiqué, justifiant le choix du lycée classique d'Abidjan comme cadre de cette rencontre d'échanges et de sensibilisation.



Restez connectés à l'actualité du gouvernement en vous abonnant à ses réseaux sociaux officiels



+225 07 87 36 36 36

101 Centre d'appel
du Gouvernement



Pour toute information, prière contacter le Centre d'information et de Communication Gouvernementale (CICG).
Contact : +225 27 22 22 03 90 / 07 07 09 97 51 - Email : info@cicg.gouv.ci - Site Web : www.gouv.ci

© Cette revue de presse est produite par le Centre d'Information et de Communication Gouvernementale et mise à la disposition des structures ministérielles. Elle n'exprime pas l'opinion du CICG, et ne saurait aucunement engager le Gouvernement de Côte d'Ivoire. Les surtitres et les titres sont ceux des articles de presse à l'original. Prière d'en tenir compte si vous lisez, réimprimez, copiez, archivez ou renvoyez ledit document.

L'ACTUALITÉ GOUVERNEMENTALE À PORTÉE DE CLIC ! 📢

Avec www.gouv.ci,
accédez à l'essentiel de la vie publique : décisions
des Conseils des ministres, démarches administratives,
actualité nationale.

www.gouv.ci 101



CICG

www.gouv.ci - Une information publique, officielle et fiable